

Les transformations du rapport à la politique des journalistes français et italiens

À l'occasion d'un débat sur l'objectivité journalistique lancé en Italie en 1969 par le newsmagazine *L'Espresso*, Umberto Eco écrivait dans un article intitulé « Le lavage des lecteurs » : « *Le journaliste n'a pas un devoir d'objectivité. Il a un devoir de témoignage. Il doit témoigner sur ce qu'il sait et il doit témoigner en donnant sa propre version* ». Relancé au début des années 1990, ce débat fit émerger des prises de position radicales sur la question de la praticabilité d'un journalisme objectif. Ainsi le journaliste politique Giuliano Ferrara, directeur du *Foglio* et présentateur de l'émission de débats « 8 e mezzo » sur la chaîne LA7, défendait un journalisme nécessairement partial participant ouvertement à la bataille politique à partir d'informations engagées. *A contrario*, en France, une injonction à l'objectivité s'exerce de façon particulièrement exacerbée sur les journalistes politiques. Cette injonction est renforcée par les critiques émises par les pairs – des journalistes dits d'investigation¹ mais aussi d'anciens journalistes politiques² – qui leur reprochent

EUGÉNIE SAÏTTA
Sciences de l'information et de la communication, université Rennes 1

leur proximité aux sources politiques et leur traitement déferent et révérencieux de la politique. Cet article analyse les différences dans la conception du rôle des journalistes politiques français et italiens, afin de comprendre la place qu'occupent des critères tels que l'autonomie, l'indépendance ou encore l'objectivité dans la définition de l'excellence professionnelle³. Il se centre plus particulièrement sur les formes et les niveaux de mise à distance à l'égard de la politique ou – pour le dire autrement – de dépolitisation chez les journalistes spécialistes de la politique intérieure dans les quotidiens nationaux français et italiens.

Désenchantement à l'égard du politique

En France, à partir des années 1980, les journalistes politiques font montre d'un désenchantement politique qui s'exprime sous la forme d'un amoindrissement à la fois de leur croyance en la capacité de la

1. S. Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'Agir, 1997 ; E. Plenel, *Un temps de chien*, Paris, Stock, 1994 ; D. Robert, *Pendant les "affaires", les affaires continuent...*, Paris, Stock, 1996.

2. D. Carton, *Bien entendu... c'est off*, Paris, Albin Michel, 2003.

3. Cet article est issu d'une thèse soutenue en 2006 à l'IEP de Rennes (*Les transformations du journalisme politique depuis les années 1980. Une comparaison France/Italie*).

politique à « changer le monde », de leur investissement dans un clivage droite/gauche perçu comme porteur de sens et de projets politiques, et de leur respect pour la classe politique. L'élection présidentielle de 1981, qui permet l'alternance politique pour la première fois sous la V^e République, représente une période charnière à partir de laquelle le champ politique se transforme concomitamment au champ journalistique. En effet, « l'ancienne » génération de journalistes a été socialisée à la politique dans un contexte très différent. Née au cours des années 1940 et 1950, issue du *baby boom*, elle a fait son apprentissage dans un univers politique caractérisé par l'absence d'alternance et un fort antagonisme entre l'offre politique des formations de droite et de gauche. La génération suivante entretient une familiarisation à la politique qu'elle considère « négative », caractérisée par des alternances successives, des dysfonctionnements (cohabitations, affaires politico-financières impliquant parfois des journalistes, etc.) et un amenuisement du sentiment d'appartenance partisan. En outre, ces deux générations n'ont pas vécu les mêmes engagements politiques. Alors que la première a fait l'expérience du journalisme politique dans un champ journalistique où le recrutement des journalistes se faisait avant tout sur des critères partisans, la presse quotidienne nationale (PQN) et les newsmagazines se positionnaient explicitement selon un axe droite / gauche et le lectorat présentait une certaine homogénéité du point de vue de l'affiliation partisane, la seconde arrive dans un champ journalistique caractérisé par la « neutralisation » progressive des journaux⁴.

4. Juhem P. (2001), « Alternances politiques et transformation du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, n° 56, p. 185-208.

En Italie, la « nouvelle » génération entre au service politique au moment où les acteurs politiques traditionnels subissent une forte délégitimation à la suite de *Tangentopoli* (littéralement, la ville des pots de vin) et de la disparition des deux principaux partis de gouvernement, le parti socialiste italien (PSI) et la Démocratie chrétienne (DC). Mais, d'une part, la « nouvelle » génération a aussi conscience de vivre, au tournant des années 1990, une phase historique, « *un moment vraiment important pour la politique italienne* »⁵, où se jouent des transformations du système politique qui ont souvent été décrites comme le passage à la « Seconde République ». D'autre part, la période 1992-1994, délimitée par les débuts de l'enquête judiciaire *Mani Pulite* (opération Mains Propres) d'un côté et la victoire législative de *Forza Italia* de l'autre, se caractérise par une forte augmentation du nombre de pages *Politique*. Les journalistes politiques interprètent cette augmentation comme un regain d'intérêt de la société civile et des lecteurs pour la politique.

Contrairement au *Monde*, deux générations de journalistes politiques cohabitent au sein du service politique du *Corriere della Sera*. « L'ancienne » se démarque par un profil plus « politique » à l'image du chef de service⁶ qui a débuté en 1972 dans « *un journal très politique* »⁷ (*Voce Repubblicana*, affilié au Parti républicain), puis est devenu porte-parole du président du Conseil Giovanni Spadolini en 1981, avant de reprendre sa carrière journalistique. La compétence de spécialistes des « aînés », liée à une proximité

5. Entretien (novembre 2002)

6. En place au moment de nos observations (mars 2003).

7. Entretien (novembre 2002).

entretenu aux sources, à un éventuel engagement politique ou à une expérience antérieure dans la presse d'opinion, est reconnue en interne. Loin d'être considérés comme un contre-modèle par la nouvelle génération, ils représentent l'aboutissement logique d'une carrière de journaliste politique à laquelle celle-ci peut aspirer, comme l'illustrent les références professionnelles que sont Indro Montanelli ou encore Eugenio Scalfari, dont les carrières sont marquées par la superposition de la direction de journaux et d'un engagement politique affiché, voire d'un mandat politique.

Distanciation à l'égard des sources politiques

En France, diverses évolutions sociographiques transforment le rapport que les journalistes politiques entretiennent à leurs sources, encourageant une posture de distanciation. L'augmentation du capital scolaire des journalistes politiques de la « nouvelle » génération favorise tout d'abord une plus grande réticence à la délégation, à la remise de soi. Elle leur permet ensuite de mobiliser des techniques et savoirs issus des sciences sociales, notamment les sondages d'opinion, dont l'usage massif est une originalité de la PQN et des newsmagazines français. Les sondages ont ainsi constitué une ressource pour cette génération de journalistes, lui permettant d'étayer leurs analyses et de passer du rôle de simple faire-valoir (ayant une autorité fragile face à celle de l' élu du peuple) à celui de « journaliste-arbitre » qui convoque « l'opinion publique », rééquilibrant ainsi le rapport de force avec le personnel politique⁸.

En Italie, l'évolution du niveau de diplôme des journalistes n'est pas linéaire et subit des phases de décroissance, notamment pour les nouveaux entrants des années 1980. Lors de cette période marquée par une augmentation du nombre de médias, le capital social, qu'il soit hérité (familial, amical) ou acquis (canal politique), devient une ressource d'entrée dans la profession plus décisive que le capital scolaire. Une majorité des nouveaux entrants est alors issue des classes sociales dirigeantes mais ne possède pas le niveau de diplôme auquel leurs origines sociales les prédestinent et trouvent dans le journalisme une profession-refuge atténuant la perception d'un déclassement social. Une minorité est issue de classes sociales moins favorisées, entrée grâce à son réseau politique⁹. Une telle sociographie peut s'expliquer par les modes de recrutement en vigueur dans le champ journalistique italien, puisque la *raccomandazione* (piston) constitue jusqu'aux années 1990 une nécessité, même si, plus récemment, le développement des écoles et des formations universitaires au journalisme change la donne. Quant à l'utilisation des sondages, Amaturio et Gambardella¹⁰ démontrent que le nombre de sondages politiques, électoraux et sociaux/sociétaux publiés dans les pages des quotidiens nationaux et des newsmagazines italiens est nettement moins important que dans d'autres pays et que moins de 50 % d'entre eux sont accompagnés d'un article. Moins fréquemment usités, peu valorisés, la plupart du temps non commentés ou bien de façon superficielle, les sondages ne sont

8. Darras E. (1998), « L'institution d'une tribune politique. Genèse et usages du magazine politique de télévision », doctorat, Paris II Panthéon-Assas.

9. Buonanno M. (1988), *L'élite senza sapere : uomini e donne nel giornalismo italiano*, Napoli, Liguori.

10. Amaturio E., Gambardella D. (1998), « I sondaggi sulla stampa italiana », *Politis*, XII, n° 2, p. 223-237.

ainsi pas mobilisés par les journalistes politiques italiens comme un outil permettant de transformer leur conception de rôle.

Désinvestissement à l'égard du journalisme politique

Les évolutions de la place et du statut du journalisme politique dans les rédactions de la PQN depuis une vingtaine d'années jouent sur l'investissement des journalistes politiques à l'égard de leur spécialité. En France, le service politique devient un service parmi d'autres alors qu'il disposait, en tant que service « noble », d'un statut à part auquel était associée une série de prérogatives. Les journalistes politiques ont alors tendance à considérer que leur activité compte moins, qu'elle ne soulève plus d'enjeux importants. Ils décrivent leur entrée au service politique comme un pur hasard ou une opportunité, celle-ci ne constitue plus une fin en soi ou un tremplin vers des fonctions hiérarchiques, comme il y a une vingtaine d'années – « *Avant, être journaliste politique c'était quand même la voie royale pour accéder au pouvoir dans les journaux* »¹¹ – mais un simple passage dans un service comparable aux autres. Ce n'est pas le cas en Italie où le secteur politique joue encore un rôle d'ascenseur à l'intérieur des rédactions et continue de conférer un ensemble d'avantages à ses journalistes.

Ainsi, en France, la politique perd de sa valeur d'information (*newsworthiness*), ce qui s'incarne dans la diminution de la superficie qui lui est consacrée dans les pages des quotidiens français, tandis qu'on observe le mouvement inverse en Italie. La pagination moyenne de la rubrique Politique dans la PQN fran-

çaise passe en effet de 8,9 % du journal en 1981 à 7,7 % en 2002, tandis qu'elle passe de 8 % à 12 % pour la PQN italienne sur la même période¹². En France, la concurrence accrue entre rubriques et leur multiplication nuisent à la visibilité de l'information politique plus prestigieuse mais supposée moins attractive auprès du lectorat ou des annonceurs¹³. En Italie, en revanche, les premières pages dé-rubriquées des quotidiens offrent aux journalistes politiques des possibilités démultipliées d'analyse et de commentaire sur des sujets variés sortant d'une définition étroite de la politique. Ce gain est possible parce que la ligne éditoriale des journaux tient pour nécessaire une lecture politique des événements (de tous types).

Ensuite, la centralisation décisionnelle que connaît un quotidien comme *Le Monde* depuis le milieu des années 1990 a fortement réduit l'autonomie dont bénéficiait le service politique dans ses choix rédactionnels. Cette centralisation a été renforcée par les modalités de gestion du personnel. En favorisant le rajeunissement des rédacteurs et des chefs de service, en encourageant les départs à la retraite et en promouvant la rotation des journalistes entre rubriques, elle a remis en cause une figure traditionnelle du *Monde*, celle du rubricard spécialiste dont l'autorité était fondée entre autres sur la longévité de son expérience au service politique. Si cette centralisation décisionnelle a toujours été forte dans les quotidiens italiens où le directeur du journal reste une figure de poids dans l'élabora-

12. Nous avons travaillé sur les numéros du *Monde*, de *Libération*, du *Figaro*, de *Corriere della Sera*, de la *Repubblica* et de la *Stampa* des mois de novembre 1981 et 2002.

13. Tunstall J. (1971), *Journalists at work*, Londres, Constable.

11. Entretien (février 2002).

tion de la ligne éditoriale et rédactionnelle, l'autonomie des journalistes politiques « à statut » (éditorialistes-*opinionisti*, envoyés spéciaux-*inviati*) demeure importante. Ceux-ci négocient directement avec le directeur du journal ou la rédaction en chef les articles qu'ils désirent produire, conservant ainsi une capacité de proposition ; ils s'expriment dans des formats parmi les plus prestigieux et accèdent à des espaces valorisés dans les pages (éditoriaux en « une » ou dans les premières pages dé-rubriquées, chroniques personnalisées, etc.) ; ils ne sont soumis à aucune contrainte de productivité et ne sont pas tenus de couvrir l'actualité politique au quotidien.

Enfin, une troisième prérogative traditionnelle du journalisme politique est mise à mal en France avec la séparation des faits et des commentaires, ces derniers devenant le monopole d'intervenants extérieurs. À partir des années 1980, les tribunes et les points de vue disparaissent des pages Politique des quotidiens nationaux, pour être publiés dans des espaces spécifiques consacrés aux paroles extérieures comme « Débats et Opinions » au *Figaro*, « Rebonds » à *Libération* à partir de 1988, ou « Horizons-Débats » au *Monde* à partir de 1989. Le fait de signaler ainsi les intervenants extérieurs (signalement doublé d'un descriptif du statut, de la fonction, du titre de l'intervenant), d'une part, démarque le journal des points de vue qui y sont exprimés et, d'autre part, organise le débat d'opinion suivant un principe d'objectivité formelle, celui du débat contradictoire. Si la « montée » de l'expertise externe depuis les années 1990 est tout aussi forte en Italie, elle n'aboutit pas pour autant à une externalisation de la fonction du commentaire et de l'analyse. Il ne s'agit pas de déso-

lidariser le journal de toute forme de parti pris. Au contraire, l'intervenant extérieur épouse la ligne éditoriale du journal et ce dernier assume l'opinion exprimée dans les textes publiés. C'est pourquoi les articles écrits par des extérieurs sont rarement signalés formellement. Il ne s'agit pas non plus d'offrir au lecteur une multiplicité de points de vue sur tel ou tel débat, mais de donner à lire une ligne uniforme, homogène. C'est pourquoi le nombre d'intervenants « réguliers » est beaucoup plus important en Italie qu'en France¹⁴. Ceux-ci entretiennent des rapports étroits avec le directeur du journal, avec qui ils négocient directement la publication des articles, ce qui renforce la concordance entre l'opinion exprimée dans l'article et la ligne éditoriale.

Conclusion

En France comme en Italie, émerge à partir des années 1990 un discours critique à l'égard de la politique qui s'appuie sur la perception d'une « crise de la représentation politique ». À partir de la deuxième moitié des années 1980, on voit en effet arriver une « nouvelle » génération de journalistes politiques, dont la sociographie (plus jeune, plus diplômée, plus souvent issue d'une formation professionnelle) et les modes de socialisation politique et professionnelle produisent des effets sur leur rapport au politique, au personnel politique en tant que sources et au journalisme politique en tant que spécialité professionnelle. Mais si le détachement à l'égard de la politique observé chez la « nouvelle » génération de journalistes français peut aller jusqu'à

14. Lettieri C. (2002), « Formes et acteurs des débats publics contemporains. Les tribunes publiées dans la presse quotidienne en Italie et en France », doctorat, IFP, Université Paris II.

un désintérêt revendiqué, en Italie la politique continue d'être pensée comme un sujet journalistique central bien qu'elle ait perdu de sa sacralité. En empruntant aux analyses de Gaxie¹⁵ à propos des critiques ordinaires de la politique, on peut avancer l'idée que la « nouvelle » génération de journalistes politiques français se retrouverait parmi les tenants d'une « critique politisée » entretenant un rapport désenchanté à la politique, tandis que son homologue italienne s'inscrirait davantage dans un processus « d'immunisation contre l'humeur critique » et aurait plutôt un rapport « ré-enchanté » à la politique. ■

15. Gaxie D. (2001), « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements », in J.-L., Briquet et P. Garraud (dir.), *Juger la politique*, Rennes, PUR, p. 217-240.